



Presse

Lu pour vous

LE BIEN PUBLIC

Jeudi 27 janvier 2022

Déjà neuf suicides de policiers en 2022 : "On paye un lourd tribut et rien n'est fait"

Neuf policiers se sont déjà donnés la mort depuis le début du mois de janvier. Un triste record qui met les syndicats en alerte face à des mesures gouvernementales qu'ils jugent largement insuffisantes.

Dans la nuit de dimanche à lundi dernier, un policier de 22 ans, s'est suicidé à Marseille avec son arme de service. Le jeune homme sorti major de sa promotion d'école l'année dernière est le 9e fonctionnaire de police à mettre fin à ses jours depuis le début du mois de janvier. Un triste record qui témoigne encore une fois d'un mal-être grandissant au sein de cette profession.

En moyenne, il est recensé entre 30 et 40 suicides par an. L'année 2019 avait marqué un record avec 50 suicides dans la police.

Les premiers chiffres de ce mois de janvier touchent évidemment la profession et les syndicats de police, qui estiment que peu de choses sont mises en place pour faire face à cette vague de suicides. « C'est un phénomène qui touche particulièrement notre profession. On paye un lourd tribut et rien n'est fait », témoigne Didier Crassous, secrétaire zonal Méditerranée du syndicat Alternative Police – CFDT.

« On subit une forte pression, on est corvéable à merci »

Mercredi, lors des questions au gouvernement au Sénat, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a relevé que « l'essentiel des suicides » avaient « un lien direct avec la vie personnelle et non pas professionnelle de ces personnes ». Tout en soulignant que cette précision ne visait pas à « les minimiser ».

Une position que contredisent les syndicats de police. « L'administration se dédouane toujours en alléguant des problèmes familiaux. Mais quand on gratte on s'aperçoit qu'il n'y a pas que ça », assure Didier Crassous. [...]

Selon eux, les fonctionnaires de police font surtout face à des problèmes directement liés à l'exercice de leur profession, à commencer par une hiérarchie pas suffisamment à l'écoute doublée d'un esprit de compétition. Des soucis qui peuvent contribuer aux gestes suicidaires, estiment les syndicats.

[...]Didier Crassous évoque lui aussi cette « forte pression » que subissent aujourd'hui les policiers au quotidien.

Les horaires, les insultes, la façon de travailler... On est corvéable à merci. Tout ça fait que nous subissons une pression permanente susceptible de déclencher des risques psycho-sociaux (RPS). On a une hiérarchie qui presse nos collègues comme des citrons. Il n'y a plus de havre de paix au sein de votre travail. Après tout cela, si vous avez des difficultés extra-professionnelles, ça peut être fatal.

Didier Crassous, Alternative Police - CFDT

Horaires, salaires... Des problèmes qui s'additionnent

Les horaires à rallonge, le manque de matériel, les locaux vétustes, les salaires qui ne suivent pas... Les syndicats dénoncent un empilement de contraintes et de problèmes face auxquels les policiers se sentent impuissants.

« Les horaires deviennent très compliqués », confirme un syndicaliste de la région PACA, où le jeune policier marseillais s'est récemment donné la mort. « On a le même problème que dans le milieu hospitalier, avec des journées de douze heures. C'est n'importe quoi ! lance-t-il, ajoutant que la fatigue accumulée peut alors engendrer des problèmes « qu'on n'arrive pas à anticiper ». « Vient ensuite l'aspect financier, parce qu'on est sous-payés, comme à l'armée ou à l'hôpital. Les gardiens de la paix qui arrivent sont payés au Smic », fait-il valoir.

Selon Gérald Darmanin, « le fait que ces policiers et gendarmes ont une arme de service malheureusement contribue au passage à l'acte plus que dans d'autres administrations ». « C'est n'importe quoi ! », répond Didier Crassous. « Le problème du suicide, ce n'est pas lié au fait qu'un collègue soit armé. L'arme de poing, c'est la finalité. Ce n'est pas parce qu'on a une arme qu'on va se suicider. Il y a aussi beaucoup de collègues qui se pendent », souligne le syndicaliste.

Les mesures proposées, des « pansements sur une jambe de bois » ?

En 2019, année qui a enregistré un nombre record de suicides chez les policiers, le ministre de l'Intérieur d'alors Christophe Castaner avait mis en place différents dispositifs. Parmi eux, un numéro unique d'appel permettant aux fonctionnaires d'avoir un accès anonyme, confidentiel et gratuit à des psychologues.

Mercredi, lors des questions au gouvernement au Sénat, Gérald Darmanin a annoncé avoir décidé de faire évaluer ces dispositifs par « une société de conseil extérieure ». Le ministre de l'Intérieur a par ailleurs annoncé le recrutement d'« une vingtaine de psychologues dans les endroits les plus difficiles de la police nationale » pour prévenir les suicides parmi les policiers.

[...]Ces psychologues « ne restent pas longtemps dans la police car ils ont beaucoup trop de travail, il n'y a pas suffisamment d'effectifs pour gérer tous les policiers, et leur salaire ne suit pas ».

En effet, d'après des chiffres présentés à l'occasion d'une réunion extraordinaire du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) de la police consacrée aux suicides jeudi 20 janvier dernier, le réseau de médecine préventive ne compte que 70 postes de médecins à temps plein, 24 infirmières et 12 personnels administratifs. Visiblement trop peu pour aider les 155.000 policiers de l'Hexagone.

Didier Crassous dénonce les « mesurette » prises par le gouvernement, qui sont selon lui des « pansements sur une jambe de bois ». Le syndicaliste d'Alternative estime qu'il « faudrait une revalorisation totale de tous les moyens qui sont mis à notre disposition parce qu'aujourd'hui on assure nos missions avec des moyens rudimentaires ».